



RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS 2022-2023



Remerciements

Aux lecteurs,

Voici notre rapport annuel d'activités présentant nos résultats, fruits d'une franche collaboration entre PARDEC, notre organisation, et les partenaires aussi bien financiers que techniques qui nous ont accompagnés au cours de l'exercice 2022 -2023. C'est à eux que nous devons la paternité de ces résultats. Parce qu'ils ont cru en nous et nous ont fait confiance, nous ne pouvons que leur dire merci. Nous leur réitérons notre engagement à toujours travailler dans la transparence de manière à servir les communautés dans un esprit de solidarité.



Jane Gabrielle Darling, Présidente



Baudouin Kutuka Makasi, Directeur

**Relations
internationales
et Francophonie**

Québec 

FONDATION

**Louise
Grenier**



FONDATION 3%
TIERS-MONDE
De l'indignation au partage

**Culture
et Communications**

Québec 



 **Desjardins**



CULTURES À PARTAGER

**BA
HQ**



Profil de l'organisme

Nous connaître d'abord, qui nous sommes et ce que nous faisons pour mieux comprendre notre rapport annuel d'activités et tout son contenu.

Partenariat pour le développement des communautés (PARDEC) est un organisme québécois/canadien de bienfaisance. Sa mission est de soulager la misère au sein de diverses communautés à travers des initiatives à impact durable conçues et mises en œuvre de façon concertée et coordonnée avec les partenaires locaux. Les initiatives soutenues par PARDEC visent principalement les secteurs suivants : (1) agriculture et sécurité alimentaire, (2) éducation, (3) santé, (4) insertion professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité et (5) lutte aux changements climatiques et à la perte de la diversité biologique.

Créé en 2010, PARDEC est membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Il compte plus de 23 projets réalisés dans huit pays dont cinq en Afrique.

Grâce à une équipe de travail dynamique, à une gouvernance renforcée par des politiques et des orientations adoptées par ses membres, l'organisme a réussi à passer au travers de la pandémie de la COVID19 et continue à mener avec succès ses activités aussi bien à l'international qu'au Québec.

Pour en savoir davantage sur PARDEC, les lecteurs peuvent communiquer directement avec notre équipe à l'adresse ci-dessous :

Partenariat pour le développement des communautés (PARDEC)

*1855, rue Rachel Est
Montréal, QC H2H 1P5
Tél. : 514-690-5222
www.pardec.org*

Table des matières

Remerciements	P.2
Profil de l'organisme	P.3
Table des matières	P.4
Introduction	P.5
Témoignages	P.6
PARDEC en 2022 -2023 : Où, quoi et avec qui ?	P.7
Mozambique	P.7
• Éducation - Appui et relance des activités scolaires à l'école communautaire Yahwehwe-Jiré	P.7
• Santé – Intégration des activistes et des leaders communautaires dans le traitement antirétroviral des moins de 10 ans	P.7
République démocratique du Congo (RDC)	P.9
• Environnement-changements climatique – diversité biologique	P.9
• Éducation	P.10
• Insertion professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité	P.10
Québec	P.11
Ouganda	P.12
Haïti	P.13
Conférence de l'ONU sur la biodiversité – COP15 à Montréal	P.14
Vie associative	P.15
Plan d'action 2023-2024	P.16
Note spéciale	P.17
• République démocratique du Congo (RDC)	P.17
• Ouganda	P.17
• Mozambique	P.17

Introduction

Malgré le ralentissement de la croissance économique qui est passée de 6,1 % en 2021 à 3,2 % en 2022 et qui, selon les prévisions des experts, passera à 2,9% cette année, nous sommes restés très solidaires envers les communautés du Sud.

Le présent rapport résume et présente le bilan de nos activités et les résultats obtenus au cours de l'exercice 2022-2023. Malgré le contexte pandémique qui a ralenti les économies et instauré le télétravail comme moyen privilégié pour assurer la continuation de travail, PARDEC, comme tant d'autres organisations membres de l'AQOCI, a utilisé son ingéniosité pour maintenir sa présence aussi bien à l'international qu'au Québec. Il a redéfini son approche de travail, révisé ses priorités et resserré ses critères dans le choix des partenaires locaux.

Avec l'organisation de la COP15 qui s'est tenue à Montréal en décembre 2022, PARDEC a saisi cette occasion pour faire remarquer sa présence lors des moments forts, aussi bien avant que pendant l'événement. Au sein du collectif des organisations québécoises de la société civile, PARDEC a apporté sa contribution en ce qui concerne la mobilisation des communautés culturelles à la COP15. Les différents contacts établis par ses délégués à ce grand forum ont permis de faire rayonner le savoir-faire de l'organisme au point que plusieurs délégués venus de l'étranger ont manifesté l'intérêt de collaborer avec PARDEC. C'est le cas du réseau des organisations environnementales de la société civile de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Nous sommes très reconnaissants envers les partenaires qui nous ont soutenus au cours de l'année 2022 -2023. Il s'agit principalement du [ministère des Relations internationales et de la Francophonie \(MRIF\)](#), du [ministère de la Culture et des Communications \(MCC\)](#), de la [Fondation Louise Grenier](#), de la [Fondation 3% Tiers Monde](#), de la [Fondation Jeanne Esther](#), de la [Caisse population Desjardins du Cœur-de-l'Île](#). Que tous trouvent à travers ce rapport, les résultats des investissements qu'ils ont faits par le biais de PARDEC au profit de communautés en situation de pauvreté.

Quant à la structure de ce rapport, nous commençons par le témoignage de deux personnes qui ont eu à collaborer avec nous au cours de cette année. Nous présentons ensuite les résultats de nos activités par pays d'intervention, puis nous résumons notre participation à la COP15 ainsi que la vie associative de l'organisme avant de présenter la synthèse de notre plan d'action pour l'année 2023-2024.

PARDEC

Direction générale

Témoignages

Comme tant d'autres qui ont eu l'occasion de travailler avec nous dans le passé, les personnes suivantes ont tenu à témoigner de leur reconnaissance envers PARDEC et nous leur avons donné l'espace pour qu'elles s'expriment. Écoutons-les !



Cynthia St-Arnaud Dionne (QC-Canada)

À l'automne 2022, j'ai eu l'immense chance d'effectuer mon stage de fin d'étude universitaire au sein de l'organisme PARDEC en tant que chargée de projet événements et mobilisation. Le stage d'une durée de 16 semaines m'a permis d'approfondir mes connaissances et mes compétences dans le domaine stimulant qu'est la coopération internationale. Ce stage fut plus que formateur sur le plan académique et professionnel. Grâce à l'équipe dynamique que représente l'organisme, j'ai eu l'impression de faire une différence dans les projets sur lesquels j'ai travaillé. Mon stage chez PARDEC fut une expérience unique et personnalisée que je recommencerais avec joie si le choix se présentait. Le plus beau cadeau que PARDEC m'a fait et que je n'oublierai jamais fut ma désignation comme déléguée à la COP15 de Montréal.



Pauline Kompany Sona (RDC)

Je suis députée nationale et membre de la Commission Environnement, Tourisme, Ressources Naturelles et Développement Durable (ETRNDD) à l'Assemblée nationale de la RDC. Je suis également membre de l'initiative « Deuxième son de cloche pour les forêts de la RDC », une initiative mise en place par PARDEC. En décembre 2022, j'étais invitée par PARDEC à participer à une mission à Rimouski et à AMQUI dans le cadre d'un projet de collaboration entre le CÉGEP de Rimouski et le Ministère de l'Environnement et du Développement durable de la RDC, encore une fois, une initiative que cet organisme essaie de mettre en place, pour la formation des technologues congolais en foresterie. Mon expérience avec cette organisation qui, non seulement accompagne les communautés du Sud dans la réalisation de projets mais qui mobilise également

d'autres ressources et partenaires pour soutenir le développement du Sud, m'amène à dire que PARDEC est une véritable école de formation avec qui il faut compter pour un travail en équipe, un développement de l'esprit de créativité, de l'innovation et de l'efficacité dans la gouvernance.

PARDEC en 2022 -2023 : Où, quoi et avec qui ?

Si, dans certains pays, notre capacité de répondre aux besoins des communautés a été réduite à cause de la pandémie de COVID 19, dans d'autres pays, ce sont principalement les enjeux liés à la sécurité qui nous ont poussés à réduire notre engagement. Ces deux facteurs nous ont conduits à faire des choix et à limiter nos interventions dans les pays suivants.

I. Mozambique

Notre intervention au Mozambique a commencé en 2021 avec un projet d'appui à la relance de l'agriculture au profit de 200 familles qui étaient durement touchées par les deux cyclones qui avaient balayé la côte de la province de Sofala : Idaï en mars 2019 et Éloïse en janvier 2021. Au début de l'année 2022, nous avons élargi notre intervention avec deux projets dont l'un dans le secteur de l'éducation et l'autre, celui de la santé. Les résultats obtenus pour chaque projet sont les suivants :

Éducation – Appui & relance des activités scolaires à l'école communautaire Yahwehw-Jiré



Résultats

- Construction d'un bloc de latrines à quatre portes dont deux pour les garçons et deux autres pour les filles
- Construction d'un parc de jeux pour les élèves
- Approvisionnement de 100 bancs pupitres
- Remise de diplômes à une quinzaine d'enfants de première année maternelle

Santé – Intégration des activistes et leaders communautaires dans le programme de traitement antirétroviral des moins de 10 ans.

Le Mozambique est non seulement vulnérable sur le plan climatique, il est aussi l'un des pays le plus pauvres de la planète et le deuxième au monde ayant la prévalence du VIH la plus élevée. Cette situation constitue un véritable enjeu de santé publique qui exacerbe la pauvreté des ménages. Comme les partenaires qui accompagnent le pays dans la lutte contre le VIH mettent surtout l'emphase sur les aspects cliniques, notre approche a consisté à accompagner les parents des enfants sous traitement antirétroviral dans le développement de l'agriculture familiale, tout en renforçant le volet sensibilisation par les activistes et les leaders communautaires.



Nous avons testé cette approche à Canhandula, un centre de santé qui accueille près de 200 patients.

Nous avons ciblé 95 familles, représentées majoritairement par les mères, avec lesquelles nous avons travaillé pendant 9 mois. Nous les avons outillées, formées à l'écoagriculture et les avons accompagnées. Parallèlement, les activistes et les leaders communautaires, après avoir reçu une formation d'appoint, les ont sensibilisées ainsi que les autres membres de la communauté sur l'importance du dépistage volontaire et les avantages de respecter le protocole de traitement ainsi que les rendez-vous médicaux pour un meilleur suivi de l'évolution de traitement. Avant la fin du projet, les familles ont commencé à accroître leurs réserves de nourriture, ont pris conscience du bienfait du traitement et ont commencé à respecter les rendez-vous médicaux de leurs enfants.

Résultats au bout de sept mois

Sur le plan clinique

INDICATEURS DE SUIVI	Avant notre intervention	Après notre intervention
Couverture de l'offre trimestrielle des médicaments	64 %	85 %
Couverture de la charge virale	68 %	90 %
Prophylaxie complétée de la tuberculose	67 %	100 %
Suppression de la charge virale	48 %	90 %

Sur le plan agricole



Les ménages ont accru leurs réserves de nourriture et leur capacité à nourrir leurs enfants visés par le projet. Ils ont amélioré leurs revenus grâce à la vente de surplus des produits agricoles. Des légumes sont vendus en plate-bande au prix de 756 Metical (MT) pour chaque petite plate-bande et de 1197MT pour chaque grande plate-bande. La conversion en \$US étant de 1 \$US pour 63 MT, les ménages gagnent l'équivalent de 12 \$US pour une petite plate-bande et 19 \$US pour une grande. Comme chaque ménage produit et vend en moyenne 15 plates-bandes de légumes dans une période d'environ deux mois, il génère un revenu de 180 US\$ pour les petites plates-bandes et de 228 US\$ pour les grandes plates-bandes.

II. République démocratique du Congo (RDC)

II.1 Environnement – changements climatiques – diversité biologique

La plus grande réserve des minéraux stratégiques indispensables pour soutenir la transition énergétique et technologique de la planète (lithium, titane, nickel, cuivre, cobalt, zinc, graphite, coltan, etc.), des tourbières qui s'étalent sur environ 101 500 km² du territoire national et les 155 500 000 d'hectares des forêts décidues humides dont regorge la RDC font d'elle un « pays solution » à la crise climatique mondiale. En parallèle, le pays fait face à d'énormes défis pour assurer une meilleure gestion de ces potentiels. Interpelés par ces défis, nous nous sommes intéressés à la composante forêts et avons lancé l'initiative « **Deuxième son de cloche pour les forêts de la RDC** ». Dans le cadre de cette initiative, nous avons mis en place un noyau d'experts congolais qui, assistés d'experts canadiens, ont, à travers trois rencontres virtuelles organisées à cette fin, réfléchi et proposé des pistes pour assurer une meilleure gestion des forêts de la RDC. Le rapport issu de ces travaux a été soumis au ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) de la RDC.



Résultats

- 1. Trois conférences de sensibilisation et de plaidoyer pour les forêts de la RDC ont été tenues jusqu'à présent dont une au CÉGEP de Rimouski et deux à la COP15 à Montréal.*
- 2. Adhésion de plus de 90 organisations de la société civile congolaise à l'initiative « Deuxième son de cloche pour les forêts de la RDC ».*
- 3. Tenue d'une première rencontre élargie avec les organisations de la société civile pour s'approprier des outils de travail développés par PARDEC dans le cadre de lutte aux changements climatiques et à la perte de la diversité biologique.*
- 4. Planification d'une conférence à Bukavu au cours de l'été 2023.*

II.2 Éducation

La RDC est l'un des pays qui investit peu dans le secteur éducatif. Plusieurs écoles, publiques et privées, ne disposent pas de bibliothèque scolaire. Dans le cadre du programme de gratuité scolaire lancé par le chef de l'État, nous avons mobilisé 250 000 livres pour relancer les bibliothèques scolaires dans la ville de Kinshasa. Malheureusement, la partie congolaise n'est pas très intéressée par l'initiative et le climat d'affaires ne facilite pas la tâche aux investisseurs dans le secteur socioéducatif.



Depuis 2021 que nous avons pris la résolution de soutenir le programme de gratuité scolaire en RDC, c'est seulement vers le second semestre de 2022 que nous avons réussi à expédier le premier conteneur de 30 000 livres au profit des quelques écoles privées rattachées à l'Église Évangélique la Présence de Dieu (EVPD). Bien que toute la documentation ait été présentée aux autorités douanières, le partenaire a dû attendre deux mois pour récupérer le conteneur de livres.

II.3 Insertion professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité

Le chômage des jeunes en RDC est une situation qui préoccupe le régime actuel. D'un côté, les gouvernements passés n'ont pas beaucoup investi dans le secteur jeunesse et, de l'autre, la formation que les jeunes reçoivent des écoles congolaises ne leur ouvre pas facilement les portes vers le marché du travail. Cette inadéquation fait que des milliers des jeunes qui, chaque année, sont déversés sur le marché du travail ont du mal à se trouver ou à créer leur propre emploi.

PARDEC entend signer l'entente de collaboration avec les partenaires locaux pour déployer les centres jeunesse emplois calqués sur le modèle québécois de carrefour jeunesse emploi.

Dans le cadre de la reconstruction et de développement du pays, les jeunes sans-emplois constituent une opportunité à saisir. Il faut les outiller et leur donner les moyens nécessaires pour qu'ils soient en mesure de contribuer dans les efforts que mène le gouvernement en matière de lutte à la pauvreté. Dans cet esprit, PARDEC entend signer une entente de collaboration avec les partenaires locaux intéressés pour déployer les centres jeunesse emplois calqués sur le modèle québécois de carrefour jeunesse emploi. Cette approche permettra d'accélérer le développement de l'entrepreneuriat jeunesse en mettant l'emphase sur l'entrepreneuriat féminin, la reconversion de carrière et l'employabilité jeunesse. En termes de financement et contrairement aux autres modèles, l'investissement initial d'un CJE décroît au cours de l'année tandis que le financement généré par le CJE accroît à tel point que le CJE finit par devenir autonome sur le plan financier. Ceci est un gage pour la pérennité du CJE.

III. Québec/Canada



Au Québec, nous avons visé principalement les familles à faible revenu. Pour répondre à leurs besoins, nous avons structuré notre intervention autour d'activités d'aide alimentaire.

La première activité a consisté à produire et à distribuer, en collaboration avec le Groupement volontaire pour le développement rural durable Nord-Sud, notre partenaire local, des légumes exotiques tropicaux à des familles défavorisées préalablement identifiées. La deuxième activité a consisté à offrir des paniers de Noël à des familles démunies pour qu'elles puissent pleinement profiter de la saison des fêtes (Noël et nouvel An). Au total, nous avons rejoint 82 familles.



Outre les deux actions citées ci-dessus, nous avons réalisé un sondage dans le quartier Rosemont-la Petite-Patrie dans le but de retracer les familles ukrainiennes qui auraient trouvé refuge dans Rosemont après avoir tout abandonné dans leur pays à cause de la guerre. Le but était de les intégrer dans notre programmation et de les faire bénéficier de légumes produits dans le cadre de notre dépannage alimentaire.

Sans donner plus de détails sur les résultats, nous avons, avec le président du Congrès des Ukrainiens du Canada de Montréal (CUC Montréal), animé une conférence dans le cadre de laquelle nous avons dressé le portrait de ces familles et la situation dans leur pays d'origine. Étaient invités à cette conférence, les représentants de Desjardins Caisse du Cœur-de-l'Île, de Desjardins Caisse Ukrainienne, le député fédéral et les représentants des organismes du quartier.

IV. Ouganda



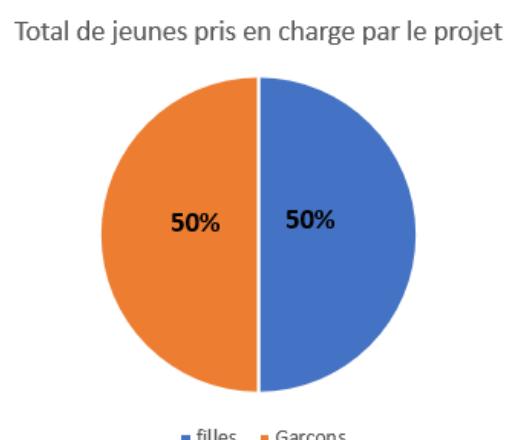
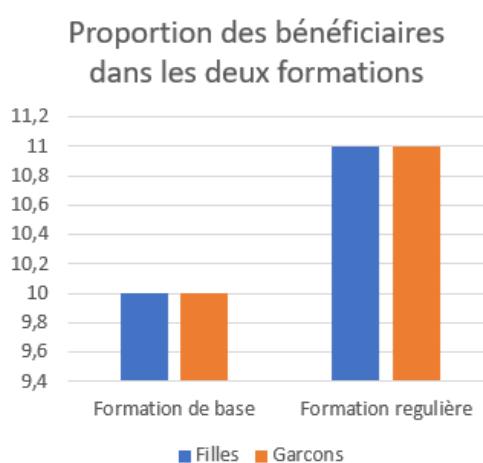
En Ouganda, nous continuons à offrir des cours d'alphabétisation aux enfants, pré-jeunes et jeunes orphelins ou issus des familles pauvres de Namuwongo, une banlieue de Kampala. Sans notre programme, cette clientèle ne saurait ni lire, ni compter et se retrouverait dans les rues. Après cette formation, les jeunes qui se démarquent sont référés à une école régulière avec laquelle nous avons une entente et ils sont parrainés par des familles canadiennes.

Au cours de l'année 2022-2023, nous avons recruté et offert la formation de base à 20 enfants dont la moyenne d'âge est de 10 ans et avons référé 22 jeunes, d'un âge moyen de 15 ans, pour la formation régulière.



Vu l'engouement et l'espoir que le projet redonne aux jeunes, nous continuons à solliciter l'appui des familles canadiennes pour nous soutenir dans cette initiative en réitérant leur engagement à prendre en charge la scolarisation de ces enfants. En parallèle, nous travaillons sur d'autres scénarios plus viables devant nous permettre de rendre le projet autonome sur le plan financier.

Les graphiques ci-dessous présentent les proportions et le nombre total de jeunes recrutés en 2022.



V. Haïti

Le séisme dévastateur de magnitude 7,2 qui a frappé le sud-ouest d'Haïti le 16 août 2022, a sérieusement endommagé les antennes de la Bibliothèque nationale d'Haïti (BNH) dans certaines régions du pays. En réponse à l'appel des autorités haïtiennes, PARDEC a lancé la phase 3 de son projet « Haïti - Reconstruire par le livre ». À travers cette phase du projet, PARDEC s'est engagé à fournir près de 60 000 livres aux bibliothèques touchées par le séisme, à renforcer la capacité des bibliothèques par des formations d'appoint in situ et à organiser des stages professionnels de courte durée au Québec. Le projet a bénéficié de l'appui technique de la Fondation des parlementaires québécois et de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

La phase 3 du projet « Haïti - Reconstruire par le livre en réponse aux dommages causés par le séisme sur les extensions de la bibliothèques nationales en province.



Après avoir organisé le premier atelier de renforcement des capacités des bibliothécaires, le projet s'est brusquement arrêté sous l'effet des contraintes liées à la sécurité dans la zone portuaire. Depuis plus de trois mois, le port et les environs sont sous le contrôle de bandes armées que le gouvernement n'arrive pas à déloger.

Bien que tous les frais de dédouanement aient été déjà payés, nos deux conteneurs de près de 50 000 livres ne peuvent pas sortir du port, l'accès au port dépendant de farameuses rançons qu'exigent les gangs. Dans l'entre-temps, le transporteur continue à nous facturer les frais d'entreposage. Face à cette situation, nous n'avons pas d'autre choix que d'arrêter le projet et tenter de trouver la meilleure façon de régler la facture avec la compagnie maritime.

Dans cette démarche, nous bénéficions du soutien du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du Québec.

Conférence de l'ONU sur la biodiversité : COP15 à Montréal

Nous y avons participé et avons apporté une contribution à la grandeur de notre organisation. En retour, nous avons bénéficié de différentes retombées comme le réseautage avec les réseaux des organisations environnementales de la société civile du Sud entre autres.

Nous avons organisé et animé deux conférences qui étaient des véritables plaidoyers en faveur des forêts de la République démocratique du Congo (RDC). Ce pays regorge de 10 % des forêts tropicales du monde et de 56 % des forêts du bassin du fleuve Congo. À ces forêts s'ajoutent les tourbières et les minéraux stratégiques nécessaires pour une transition énergétique de la planète.



Outre les conférences, nous avons projeté le film **SOS Planète Congo** qui a permis aux participants de mieux apprécier le rôle que joue la RDC dans la lutte contre le réchauffement de la planète et la perte de la diversité biologique. Notre plaidoyer a été bien entendu. C'est dans ce cadre que PARDEC a été sollicité par le réseau des organisations de la société civile de l'Est de la RDC pour prendre le leadership de l'organisation de la conférence régionale sur le thème : **MA TERRE, JE TE PROTÈGE**. La conférence se tiendra cet été dans la ville de Bukavu en RDC.



Vie associative

La vie associative nous permet de déterminer la santé de notre organisation dans la mesure où elle repose sur la présence des membres et de leur gestion. Ces membres sont des personnes qui se joignent à nous une fois qu'elles ont compris et partagent le même intérêt pour la mission que nous poursuivons. Pour ce faire, nous organisons des activités ou participons à celles qu'organisent nos partenaires pour faire connaître les centres d'intérêt et la mission de PARDEC.

Au-delà des activités de la vie associative organisées à l'interne telles que les assemblées des membres, les réunions du conseil d'administration, etc., nous avons, au cours de l'année, participé aux activités organisées par l'AQOCI, nous avons fait partie intégrante du collectif des organisations de la société civile québécoise à la COP15 et nous avons renforcé la collaboration avec le Pôle de formation en coopération internationale (PFCI) pour les stage des étudiants de l'Université de Sherbrooke dans le cadre des cours pratiques *Expériences de coopération internationale multidisciplinaire* (ECIM).

Avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, nous avons participé à des rencontres de concertation, à des assemblées des membres et à des ateliers de formation.

Avec le collectif des organisations de la société civile québécoise à la COP15, nous avons été membre du comité technique pour la mobilisation de la société civile et des Québécois à la COP15. De façon plus particulière, nous avons mobilisé les communautés culturelles à ce grand rendez-vous qui s'est déroulé à Montréal en décembre 2022.



Plan d'action 2023 -2024

Lors de l'assemblée générale annuelle 2022, les membres ont adopté un plan d'action de crise qui a augmenté notre efficacité d'intervention en réduisant les zones d'intervention et en resserrant les critères dans le choix de partenaires du Sud. Ce plan nous amène à savoir d'où nous venons pour comprendre où nous allons.

Au-delà de nos quatre axes d'intervention qui constituent l'ossature de notre programmation à l'étranger à savoir l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé et l'insertion professionnelle de jeunes en situation de vulnérabilité, nous avons, depuis mai 2022, résolu d'intégrer l'action environnementale et la lutte contre les changements climatiques et la perte de la diversité biologique dans nos interventions en dehors du Canada. Cet axe d'intervention fait partie intégrante de notre programmation au Québec où nous travaillons avec la communauté Innu d'Ekuaniitshit sur la Côte Nord du Québec.

Le tableau ci-dessous résume l'ensemble de notre programmation qui met l'accent sur la consolidation de nos projets en cours et le développement de nouveaux projets dépendamment de notre capacité de mobiliser les nouveaux financements. Il reprend le pays d'intervention, les partenaires potentiels pour la mise en œuvre des activités et, si possible, le partenaire financier potentiel.

Pays	Type d'intervention	Partenaire technique	Partenaires financiers
Québec	« École de la forêt » - projet en développement dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques	Conseil de bande des Innus d'Ekuaniitshit	À déterminer
	Aide aux familles à faible revenu dans Rosemont-La Petite-Patrie	École primaire Sainte-Anne	Fondation Jeanne Esther
Mozambique	Soutien agricole aux familles des enfants de l'école communautaire Yahwehw-Jiré	École Yahwehw-Jiré	Fondation 3 % Tiers Monde
	Mise à l'échelle de la stratégie de prise en charge des enfants infectés par le VIH et leurs familles	- CS de Dondo - Association Kusongana	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
République démocratique du Congo	Ouverture du bureau de PARDEC à Kinshasa	-	Fonds propres de l'organisme
	AgriClimat	- SEREX (QC) - Agronova (QC) - CADIM (RDC) - VIPOT (RDC) - Kivudi (RDC)	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques

	Déploiement de centres jeunesse emploi calqué sur le modèle québécois des Carrefours jeunesse emploi	Institut national de préparation professionnelle	À déterminer
	Organisation à Bukavu de la conférence « Deuxième son de cloche pour les forêts de la RDC »	Société civile environnementale et agro-rurale du Congo (SOCEARUCA-SUD KIVU)	À déterminer
Ouganda	Alphabétisation des enfants issus des familles pauvres de Namuwongo, banlieue de Kampala (projet en cours depuis plus de 10 ans)	Namuwongo Literacy Class	Familles canadiennes par le système de parrainage

Note spéciale

RDC

1. En République démocratique du Congo, nous augmentons notre présence compte tenu du rôle que ce pays joue dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre les changements climatiques. Pour renforcer ce rôle, nous travaillons, depuis l'année passée, à un rapprochement entre le ministère congolais de l'Environnement et du Développement durable et des institutions québécoises d'enseignement supérieur, en l'occurrence le CÉGEP de Rimouski, pour la formation des technologues congolais en foresterie.
2. Parce que le développement de ce pays repose sur les jeunes d'aujourd'hui, nous nous engageons à accélérer l'implantation du premier centre jeunesse emploi à Kinshasa pour appuyer les jeunes Congolais dans : (a) la reconversion de carrière de façon à ce qu'ils soient plus compétitifs sur le marché d'emploi ; (b) le développement de l'entrepreneuriat jeunesse ; et (c) la recherche d'emplois.

Ouganda

1. En Ouganda, nous travaillons pour rendre notre projet d'alphabétisation des jeunes de Namuwongo plus viable et financièrement autonome. Pour cette raison, nous dépêchons deux coopérantes au mois de juillet pour réévaluer l'ensemble du projet et proposer une meilleure stratégie pour sa continuation.

Mozambique

1. Situé sur un couloir cyclonique, le Mozambique est non seulement vulnérable sur le plan climatique, mais il est aussi l'un des pays les plus pauvres de la planète et le deuxième au monde ayant la prévalence du VIH la plus élevée. Ce tableau justifie notre présence dans ce pays et nous tenons à y rester pendant longtemps pour offrir nos services aux communautés qui en ont besoin.